

N°DBCA-2020-088

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONCOURS INTERNE DE SERGENT DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS
ANNEE 2021**

Le 09 décembre 2020, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 27 novembre 2020, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 3^{ème} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

| <i>Projet d'établissement</i> | | |
|-------------------------------|---|---|
| <i>Les Politiques</i> | <i>Les Axes Stratégiques</i> | <i>Les Segments de Travail</i> |
| <i>Sociétale</i> | <i>Assurer un service public de qualité sur le territoire</i> | <i>Garantir la qualité des interventions de secours</i> |

*

* *

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,*
- *le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels,*
- *le décret n° 2020-1474 du 30 novembre 2020 fixant les modalités d'organisation des concours et examens professionnels des cadres d'emplois de sapeurs-pompiers professionnels,*
- *la délibération n°DBCA-2020-051 du 25 juin 2020 portant organisation d'un concours pour l'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels.*

*

* *

L'organisation du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels a été décidée par le Bureau du conseil d'administration en date du 25 juin 2020.

1. Modalités relatives à l'organisation du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels en 2021

Au regard du nombre prévisionnel de candidats (1 800), une mutualisation des moyens humains matériels et donc un partage des coûts a paru souhaitable, c'est pourquoi les Sdis de la zone de défense ouest ont été contactés pour conventionner avec le Sdis 76. L'étude est en cours et sera présentée lors d'un prochain Bureau.

A. Mise en œuvre de l'organisation du concours :

Les conventions seront établies pour la durée de validité de la liste d'aptitude établie par le Sdis qui assure la gestion administrative du concours ainsi que l'organisation générale des épreuves d'admissibilité et d'admission. Il assure la gestion de la liste d'aptitude et la gestion financière de l'ensemble du dispositif et prend en charge l'ensemble des frais qui résultent des obligations afférentes.

B. Modalités financières :

Une participation aux frais de dossier de 40 € sera demandée aux candidats. Cette contribution par candidat sera encaissée même en cas d'absence aux épreuves quel que soit le motif.

2. Création d'une régie de recettes temporaire

Au regard du nombre de dossiers attendus, il est proposé de créer une régie de recettes temporaire auprès du groupement Formation et activités physiques du Sdis 76, installée à Saint Valery-en-Caux,

9 rue du noroit et fonctionnera du 1^{er} juillet au 30 novembre 2021, dont les recettes sont encaissées par chèque.

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 10 000 €, versé au Payeur départemental dès que celui-ci atteint ce montant et au moins une fois par mois.

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ou son mandataire suppléant.

3. Indemnisations des membres du jury, examinateurs et correcteurs

Le Sdis 76 prendra à sa charge la rémunération des membres de jury de toutes les épreuves, des examinateurs du Sdis 76 et de tous les Sdis conventionnés suivant les dispositions réglementaires dans la limite du taux 2 prévu à l'annexe 2 de l'arrêté du 7 octobre 2011 fixant la rémunération des agents publics participant à titre accessoire à des activités de formation et de recrutement pour le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, afin de permettre la prise en compte du niveau de difficulté des prestations fournies.

4. Cellule concours

Le bureau du 25 juin 2020 a autorisé le Président à créer une cellule concours spécifique avec le recrutement notamment d'un juriste pour une durée de douze mois. Considérant, que le centre départemental de gestion de la Seine-Maritime apportera son aide sur le plan juridique ainsi que la ressource en interne au Sdis 76 de profils juridiques, il vous est donc demandé que le poste de juriste soit modifié en un poste d'assistant administratif permettant ainsi un appui administratif au regard notamment de l'incertitude du nombre de candidats. Cette transformation de profil amène le service à optimiser la ressource humaine.

Ainsi, il est proposé de bien vouloir autoriser le Président à :

- ouvrir par voie d'arrêté le concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels pour l'année 2021 (conformément au décret n° 2020-1474),
- instituer une participation aux frais de dossier d'un montant de 40 €,
- créer une régie de recettes temporaire dont les éléments constitutifs ont été présentés,
- fixer la rémunération des membres de jury, examinateurs et correcteurs dans les conditions prévues au point 2,
- à procéder au recrutement d'un assistant administratif pour une durée de 11 mois en lieu et place du juriste initialement prévu sur une période de 12 mois.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20201209-DBCA-2020-088-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/12/2020

Affichage : 11/12/2020

Pour l'autorité compétente par délégation



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER